

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 16/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-73-LL
Code AIOT : 0006104072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2025 dans l'établissement PURFER implanté RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'incendie du dimanche 9 février 2025 entre 15h00 et 21h50, dans un stock de 208 tonnes de déchets électriques et électroniques (GEM HF) en attente de broyage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société PURFER exploite à St-Pierre-de-Chandieu plusieurs activités de broyage et de tri de déchets majoritairement métalliques, située dans la zone d'activité « Les portes du Dauphiné ». Une partie des déchets entrants (environ 200 000 t /an) sont constitués de fractions triées à la source telles que certains D3E (déchets d'équipements électriques ou électroniques), métaux non ferreux ou véhicules hors d'usage. D'autres apports sont constitués de ferrailles et déchets métalliques en mélange, achetés auprès de différents collecteurs de déchets de la région.

Implanté sur une parcelle de 6,2 ha situé le long de la voie ferrée Lyon Grenoble, le site actuel comportait antérieurement une fonderie de Zamak (mélange zinc et alu), dont l'arrêt d'activité date de 1999. Le broyeur initial de forte capacité a été implanté sur ce site en 1969 et entièrement renouvelé en 2024.

Le site a connu plusieurs incendies importants nécessitant l'intervention des forces de secours, en particulier hors heures ouvrées :

- samedi 14 octobre 2017 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 juin 2022 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 janvier 2025 : feu dans un stock de résidus de broyage
- dimanche 9 février 2025 : feu dans un stock de déchets pré-triés (gros électroménager)

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déclaration et rapport de l'incendie	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Gestion des eaux d'extinction de l'incendie du 9 février	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11, IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des stocks présents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection réactive du 10/02/2025 que le site de Saint-Pierre-de-Chandieu est

confronté à des départs de feu en dehors des heures ouvrées, en partie du fait de la diversité et de l'ampleur de ses stockages de déchets métalliques, de D3E et de résidus de broyage.

Le dimensionnement des moyens internes de réaction, en dehors des heures ouvrées, reposant sur un seul gardien, implique un recours trop fréquent aux moyens des forces de secours du SDMIS (déjà 2 interventions en 2025).

L'exploitant s'est engagé à revoir l'organisation interne d'astreinte, afin de renforcer soit par des moyens automatisés (lances incendie sur grue SERAM) soit par une présence humaine supplémentaire (astreinte de production / intervention) la défense incendie du site en dehors des heures ouvrées. **Il dispose d'un délai de 3 mois pour proposer une solution opérationnelle.**

Dans l'immédiat, l'exploitant est tenu sans délai d'appliquer l'arrêté ministériel du 22/12/2023 qui demande :

- de limiter à 6 m de hauteur TOUS les stocks (a minima en fin de journée) ;
- de maintenir à moins de 500 m² au sol et moins de 6 m de hauteur (a minima en fin de journée), chacun des stocks de ferraille à broyer et de D3E, avec maintien des voies d'accès de 5 m de large entre chaque îlot.

En outre, des analyses des eaux d'extinction et la mise en œuvre d'un plan de prélèvements dans l'environnement proche du site et des tiers sont demandés avec le rapport d'incident afin d'établir l'impact et la signature chimique complète de l'incendie.

Enfin, en tant que mesure compensatoire dans le cadre de la reprise d'activité du broyage D3E, l'exploitant devra différer le stockage de déchets à broyer dans l'alvéole dédiée, jusqu'à la réparation complète du béton endommagé par l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des stocks présents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats :

<p>L'exploitant a fourni un tableau des stocks au 10/02/2025. Ces stocks sont suivis uniquement en tonne.</p> <p>Au moment du sinistre, le stock de D3E en attente de broyage est de 208 t soit environ 700 m³. Un autre stock de D3E en attente de pré-tri est de 220 t / soit 750 m³. Le stock de Ferraille à broyer est de 1341 t.</p> <p>Ainsi au moment du sinistre les quantités stockées sont inférieures aux quantités maximales autorisées, en particulier pour les D3E. Toutefois, la hauteur de stockage max à 6m n'est pas respectée (cf. constat n°2)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déclaration et rapport de l'incendie

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'alvéole où l'événement a eu lieu mesure 10,75 m de large, 24,72 m de long et est entourée de murs béton fixes de 4 m de hauteur sur 3 côtés (2 fois 24,72 et 1 fois 10,75 m). Cette alvéole est remplie au chargeur à godet jusqu'à contenir environ 300 t de GEM HF (gros équipements ménagers hors froid, c'est à dire sans frigidaires et congélateurs). Cette catégorie contient une majorité de cumulus électriques et des appareils entiers tels que fours ou sèche-linge qui ne font pas l'objet d'un déchiquetage préalable dans la ligne D3E du site.</p> <p>Ce casier a été mis en service au printemps 2024. Son emplacement à portée de la grue fixe CERAM permet d'organiser une campagne de broyage spécifique : en moins d'une demi-journée, 3 ou 4 fois par mois, la totalité du stock est broyé.</p> <p>Lors de l'évènement du 9 février, le casier est rempli aux 2/3 sur une hauteur inférieure à 4 m (208 tonnes). Le précédent broyage date du mardi.</p> <p>Le gardien sur site a effectué sa ronde qui inclut un passage devant ce casier et n'a rien remarqué. Cette ronde d'une vingtaine de minutes, incluant des relevés (pointage) est effectuée toutes les heures.</p>

Chronologie de l'évènement

15h00 le gardien entend 2 petites explosions depuis son poste de garde.

15h11 premières fumerolles visibles sur l'écran de surveillance

15h13 le feu est nettement visible depuis l'écran de surveillance de l'entrée.

15h21 le gardien appelle les pompiers.

15h35 le gardien se rend à proximité du sinistre.

15h43 les pompiers entrent en action

Le débit consommé par le SDMIS est de l'ordre de 240m³/h et atteint 330 m³ / h au plus fort de l'évènement.

Vers 16h00, 2 équipiers de DERICHEBOURG, appelés par le gardien ou l'encadrement de PURFER, viennent sur le site et interviennent pour étaler et retirer les déchets du casier.

De 18h00 à 19h00, le SDMIS déploie son VDIP - véhicule de détection, d'identification et de prélèvement- avec 4 agents chargés du risque chimique. Ils se positionnent sous le vent en zone d'activité. Puis à 2 km au sud, des odeurs étant perceptibles en secteur pavillonnaire rue Nicolas Boileau à St Pierre de Chandieu et vers le stade. A 18h46, les premiers relevés SDMIS sont non significatifs. A 19h04, les relevés sont non significatifs. Le SDMIS lève son dispositif risques chimiques.

Les derniers pompiers quittent le site à 21h50. Le gardien fera des rondes régulières selon leurs consignes. Les mesures environnementales n'ont a priori pas mis en évidence de risque pour les populations.

Causes identifiées

L'exploitant indique ne pas connaître précisément la cause. Le feu est parti en milieu de tas au centre-nord du casier. Le stock de 208 t était formé depuis le vendredi précédent. **L'évènement intervient plus de 45 heures après le dernier chargement du casier, par temps hivernal calme, sans risque d'échauffement du fait de la température ambiante du casier.** L'hypothèse avancée par l'exploitant est la présence d'un objet contenant une batterie LI-ion écrasée par les opérations de chargement-déchargement et que cet objet prend feu du fait de la pression et possiblement de l'humidité du fait de la pluie du samedi 8/02 (4 mm à Lyon Bron). Ce flux de gros-électroménager hors froid est en théorie exempt d'appareils contenant des batteries Li-ion, contrairement au flux D3E de PAM (petit appareils en mélange) qui lui est connu pour comporter des appareils avec batteries LI-ion intégrées. Néanmoins, ce flux peut comporter des erreurs de tri faites par exemple lors du dépôt de l'appareil en déchèterie publique, introduit directement en benne ou bien dissimulé à l'intérieur d'un appareil plus gros.

Impact environnemental :

Le vent était orienté du Nord vers le Sud pendant l'évènement mais à une intensité faible (< à 20km /h). Sur le volet air, les analyses immédiates du SDMIS n'ont pas révélé de risques de toxicité pour les premières habitations situées sur le coteau de St Pierre de Chandieu à 2km du site.

Les eaux d'extinction sont stockées dans le bassin de rétention d'une capacité de 3000 m³. L'exploitant informe la DREAL sur le devenir de ces eaux, estimées à plus de 600 m³.

Conditions de reprise de l'activité

L'exploitant est informé qu'il ne peut reprendre l'exploitation dans le casier brûlé tant qu'il n'est pas réparé (rapport de fin de travaux à envoyer avant la reprise). L'exploitant crée un îlot temporaire sur moins de 500 m² et séparé de plus de 5 m des autres îlots.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Dans un délai de 7 jours, l'exploitant transmet à l'Inspection sa procédure interne en application de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • de limitation stricte à 6 m de la hauteur de TOUS les stocks en fin de journée ; • d'ilotage de la Ferraille à broyer et autres stocks extérieurs : chaque îlot fait moins de 500 m² au sol et moins de 6 m de hauteur. Maintien des voies d'accès de 5 m de large entre chaque îlot. <p><u>Dans un délai de 7 jours, l'exploitant transmet un rapport d'incident détaillé, comprenant notamment :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • les résultats des analyses des eaux d'extinction et des rejets atmosphériques durant l'événement ; • un plan de prélèvement environnemental aux abords du site et à proximité des habitations les plus proches afin d'évaluer les impacts et la signature chimique de l'incendie, en complément des analyses susnommées. <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 3 : Gestion des eaux d'extinction de l'incendie du 9 février

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11, IV</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. »</p> <p>Constats :</p> <p>Le bassin de rétention d'une capacité de 3000 m³ a stocké l'ensemble des eaux d'extinction. Suite au sinistre, l'exploitant informe l'Inspection à chaque étape de décision sur les modalités de traitement des eaux d'extinction qui sont supérieures à 600 m³ actuellement stockées dans le bassin de rétention.</p> <p>Soit l'exploitant traite ses eaux avec une prestation de filtration additionnelle sur site, avant rejet dans le réseau habituel (bassin de la ZA Portes du Dauphiné de Saint-Pierre-de-Chandieu puis rejet ultime vers la STEP de St Fons), soit il fait évacuer les eaux par camion-citerne vers une filière déchets liquides.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>
--

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant apporte les preuves de mise en œuvre de la solution retenue et de l'efficacité atteinte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant a transmis lors de l'Inspection un exemplaire du PDI daté du 24/01/2025. Ce document reprend bien l'ensemble des points requis.

En dehors des heures ouvrées, le site est gardienné par un gardien posté dans le bureau d'entrée avec caméras de surveillance et vue vers l'ouest en direction du broyeur principal. 3 gardiens se relaient à ce poste.

Le PDI ne contient aucune information sur la formation des gardiens et pas de détail sur le niveau d'intervention qui est attendu de leur part dans l'attente de l'arrivée des secours.

Un exercice incendie, avec simulation d'évènement, est prévu en 2025. Ce sera le premier pour ce site où avaient lieu uniquement des formations à la manipulation des extincteurs et RIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant actualise le PDI en précisant les moyens d'intervention additionnels hors heures ouvrées qu'il met en place (exemple : moyens automatisés supplémentaires tels que lances incendie sur grue CERAM actionnables à distance ; présence humaine supplémentaire de type astreinte de production / intervention).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois